



**QUITTER LES MINISTÈRES SOCIAUX : UNE NÉCESSITÉ POUR REBONDIR !
FACE AU REFUS GOUVERNEMENTAL : L'ACTION INTERSYNDICALE**

**BOYCOTT DU CTM Santé/Jeunesse et Sports
APPEL AU BOYCOTT du CT Administration Centrale,
du CTC des établissements du sport,
des CT des DRJSCS et des établissements du MSJEPVA**

Le 13 janvier 2014, les cinq syndicats représentatifs du MSJEPVA ont constaté à l'instance transitoire de concertation (ITC) présidée par la Ministre, le refus gouvernemental de revenir sur la situation actuelle, destinée à faire disparaître le ministère.

Le 28 janvier 2014, lors de ses vœux, sans même avoir un mot pour les personnels (fait unique dans notre histoire collective !), la Ministre informe qu'il faut revoir la tutelle de l'Etat et ses relations avec le mouvement sportif. Elle esquisse des pistes avouées de désengagement concertées avec le CNOSF, en particulier sur les conseillers techniques.

Le 30 janvier 2014, devant le conseil national des sports, elle va plus loin en dévoilant des pans de la future loi sur le sport en préparation pour le printemps 2014.

Le 4 février 2014, lors d'une autre ITC, les cinq syndicats sont confrontés à une série de textes parachevant des régressions sur l'harmonisation du temps de travail (par le bas) santé/JS, de nouvelles menaces sur l'emploi et les missions, le devenir des établissements.

Tout ceci s'inscrit dans une vision globale organisant le repli du ministère sur quelques grandes missions (sport/santé, inter ministérialité « jeunesse », service civique...) par transfert des autres aux collectivités et lobbies associatifs. Le scénario est inquiétant et nécessite une réaction collective.

Dans ce contexte, l'intersyndicale CGT, FO, FSU, UNSA Éducation a décidé de rétablir le boycott des comités techniques des CTM, CTAC, CTR, CTC établissements, CT Creps, Insep, Ensm, Envsu, Injep. Les représentants locaux de l'interfédérale apprécieront localement l'opportunité d'un boycott des CT des DDCS/PP).

La ministre n'entend toujours pas les demandes des personnels et revient sur les engagements pris par François Hollande lors de sa campagne. Une lettre intersyndicale a été envoyée au Président pour les lui rappeler. En février 2012, lors du meeting de Créteil le candidat Hollande annonçait l'intégration de « jeunesse et sports » dans un grand pôle éducatif et des moyens au delà du budget actuel (0,14%). Au lieu de cela, en juin 2012, il maintient le MSJEPVA nouvellement recréé dans le pôle des ministères dits sociaux. Ce maintien est mortifère. Car la MAP prolonge simplement la RGPP.

La machine à broyer le ministère est toujours à l'action. D'un côté des mesures budgétaires toujours plus sévères (mauvaise régionalisation des BOP, destruction de moyens, plafonds d'emplois drastiques...), de l'autre la confusion sociale, l'inter ministérialité, la cession à court terme des CREPS aux régions avec le transfert des non titulaires et de la filière ouvrière et technique. L'INJEP démantelé, phagocyté par la DJEPVA, les nouvelles destructions d'emploi programmées (collègues détachés menacés de retours, concours insuffisants pour renouveler les corps...) sont autant de signaux très négatifs.

Toujours moins de capacité d'intervention, toujours moins d'identité éducative.

Pendant cette campagne de boycott qui risque de s'inscrire dans la durée, l'intersyndicale continuera à dialoguer dans le cadre de la seule ITC si elle est présidée par la Ministre ou son directeur de cabinet.

Les CHSCT ne font en rien l'objet d'un boycott. Au contraire, ils doivent être pleinement investis pour témoigner de la souffrance des personnels. D'autant que le cabinet, la Ministre elle-même, tiennent des propos fort ambigus affirmant que si la RGPP a déstabilisé les agents, il faut alors conserver les services actuels et la structuration globale du ministère. CQFD pour ne rien changer.

La CFDT (10% des personnels au MSJEPVA), partie prenante de l'intersyndicale jusque fin janvier, ne s'associe pas pour l'heure à la démarche intersyndicale initiée. Nous ne connaissons pas pour l'heure les raisons de ce silence.

La FSU, ses syndicats (SNEP et EPA), sont attachés au maintien du front intersyndical le plus large possible, y compris dans un contexte préélectoral (élections professionnelles du 4 décembre 2014) qui peut être délicat. Le devenir de nos missions ministérielles, de nos métiers, passe avant toute autre considération.

Quitter les ministères sociaux est la condition première, incontournable, pour mettre en échec la destruction orchestrée par l'actuel gouvernement.